

PRÉFET DE SEINE-ET-MARNE

Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement et de l'énergie
d'Île-de-France

Unité départementale de Seine-et-Marne

Savigny-le-Temple, le 12 JAN. 2017

Référence : E/I7- 0085

INSTALLATIONS CLASSEES

Objet :

Demande de renouvellement d'agrément pour le stockage, la dépollution et le démontage des véhicules hors d'usage (VHU)

Rapport de présentation au CODERST

Société concernée :

DEPOLIA
ZA Mont Saint Sébastien
77 110 SOIGNOLLES-EN-BRIE

Etablissement concerné :

ZI « Les Renardières »
15 rue de Montchavant
Commune déléguée d'ECUELLES
77 250 MORET LOING et ORVANNE

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par courrier du 22 novembre 2016, la Société DEPOLIA a sollicité une demande de renouvellement d'agrément pour l'exploitation, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune de MORET LOING et ORVANNE, d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.



Certificat FR015650-2
Champ de certification disponible sur :
www.driec.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, tout détenteur de véhicules hors d'usage doit remettre ceux-ci à des centres VHU titulaires de l'agrément prévu à l'article R. 543-162 dudit Code.

L'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage précise les conditions d'agrément et les obligations des installations agréées.

Les exploitants des centres VHU sont agréés pour une durée maximale de six ans renouvelable (article 3 de l'arrêté ministériel).

La demande d'agrément doit être déposée sur la base d'un dossier de demande présentant l'ensemble des pièces prévues à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 mentionné ci-dessus. Ce dossier doit comprendre les pièces suivantes :

- si le demandeur est une personne physique, ses nom, prénom, domicile ; s'il s'agit d'une personne morale, sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande,
- l'engagement du demandeur à respecter les obligations du cahier des charges mentionnées dans le présent arrêté et les moyens mis en œuvre à cette fin,
- pour les installations existantes, en sus des éléments figurants à l'article R. 515-37 du Code de l'environnement :
 - les références de l'arrêté préfectoral pris, le cas échéant, au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
 - le dernier rapport, datant de moins de un an, relatif à la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité, pour un des référentiels suivants :
 - vérification de l'enregistrement dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) défini par le règlement (CE) n° 761/2001 du Parlement européen et du Conseil du 19 mars 2001 ou certification d'un système de management environnemental conforme à la norme internationale ISO 14 001,
 - certification de service selon le référentiel « traitement et valorisation des véhicules hors d'usage et de leurs composants » déposé par SGS QUALICERT,
 - certification de service selon le référentiel CERTIREC concernant les entreprises du recyclage déposé par le Bureau Veritas Certification,
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini dans le présent arrêté,
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage et de réutilisation et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I.

I. SITUATION ADMINISTRATIVE DE LA SOCIÉTÉ DEPOLIA

La Société DEPOLIA est autorisée, par l'arrêté préfectoral n° 09 DAIDD IC 108 du 23 février 2009, à exploiter un centre de tri, de transit et de regroupement de déchets situé sur le territoire de la commune de MORET LOING et ORVANNE

Par ailleurs, ladite Société est agréée depuis le 23 février 2009, pour l'exploitation, au sein de l'établissement précité, d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage, par arrêté préfectoral du 23 février 2009 mentionné ci-dessus.

L'arrêté préfectoral n° 2015/DRIEE/UT77/153 délivré le 09 novembre 2015 a imposé à la Société DEPOLIA des prescriptions complémentaires relatives à la mise en conformité de son installation conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des centres VHU et aux agréments des exploitants des installations de broyage de véhicules hors d'usage et porte également agrément pour l'exploitation.

II. DOSSIER PRESENTE PAR LA SOCIETE DEPOLIA

La Société DEPOLIA a sollicité, par courrier du 22 novembre 2016, une demande de renouvellement d'agrément pour l'exploitation, au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune de MORET LOING et ORVANNE, d'une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Ladite Société souhaite traiter 1 200 VHU/an.

Dans ladite demande de renouvellement, la Société DEPOLIA a transmis les documents suivants :

- la présentation de la Société DEPOLIA comprenant sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la demande, et de son arrêté préfectoral pris au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- une lettre d'engagement signée par son Président de respecter les obligations du cahier des charges (annexe I) mentionné dans l'arrêté ministériel du 02 mai 2012,
- la référence de son arrêté préfectoral pris au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'audit de vérification de conformité de son installation délivré par la Société ECOPASS le 13 juin 2016,
- la justification des capacités techniques et financières (moyens matériels (un poste de dépollution mobile), les capitaux propres et le chiffre d'affaires des trois dernières années) à exploiter son installation conformément au cahier des charges défini dans l'arrêté ministériel du 02 mai 2012,
- la description détaillée des dispositions prises pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation et de recyclage (taux minimum de 3,5 % de la masse moyenne des VHU (en dehors des métaux) et de 85 % des VHU) et de réutilisation et de valorisation (taux minimum de 5,0 % de la masse moyenne des VHU (en dehors des métaux) et de 95 % des VHU). Cette description a été validée par une étude de caractérisation sur la dépollution des VHU entrants au cours des mois d'avril et de juillet 2016,
- l'attestation de capacité de catégorie V, conformément à l'arrêté du 30 juin 2008 relatif à la délivrance des attestations de capacité aux opérateurs prévues à l'article R. 543-99 du Code de l'environnement.

Le dossier de renouvellement d'agrément présenté par la Société DEPOLIA est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012, à savoir notamment :

- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (liquides de refroidissement, lave-glace, carburants, huiles usagées : moteurs, freins, transmission, amortisseurs, direction assistée,...) sont récupérés dans des conteneurs étanches sur rétention,
- tous les autres composants susceptibles d'exploser ou brûler (batteries, moteurs) sont récupérés et stockés dans des bennes ou des bacs étanches,
- les véhicules hors d'usage ou les carcasses dépollués sont remis à des broyeurs agréés (REVIVAL à MONTEREAU-FAULT-YONNE et/ou GDE à LIMAY),
- les opérations de dépollution et de démontage (récupération des différents fluides, démontage par cisaillement des pots catalytiques,...) sont effectuées sur une station mobile de grande capacité installée sur une aire étanche bétonnée reliée à un déboureur/déshuileur,

- les pneumatiques sont stockés dans une benne à distance des autres déchets dangereux présents sur le site avant le tri,
- tous ces déchets sont enlevés et font l'objet d'un bordereau de suivi de déchets (BSD),
- les VHU équipés d'un réservoir sous pression (GPL) sont acceptés sur le site.

III. DOSSIER DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Le dossier présenté par la Société DEPOLIA est conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 02 mai 2012.

L'attestation de conformité, délivrée par la Société ECOPASS le 13 juin 2016 (contrôle des installations en date du 10 juin 2016) n'appelle pas d'observation de notre part.

Ainsi, nous considérons que la demande présentée par la Société DEPOLIA est acceptable.

Le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport mentionne les prescriptions à observer pour prévenir, supprimer et/ou réduire les inconvénients liés à l'activité de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

IV. CONCLUSION – PROPOSITION

Compte tenu des éléments indiqués ci-dessus, et en application des articles R. 512-31, R. 515-37 et R. 515-38 du Code de l'environnement, nous proposons à M. le Préfet de Seine-et-Marne de soumettre à l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques le projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport proposant de délivrer à la Société DEPOLIA l'agrément pour l'activité de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage qu'elle exerce au sein de son établissement situé sur le territoire de la commune de MORET LOING et ORVANNE, et ce pour une durée de six ans.

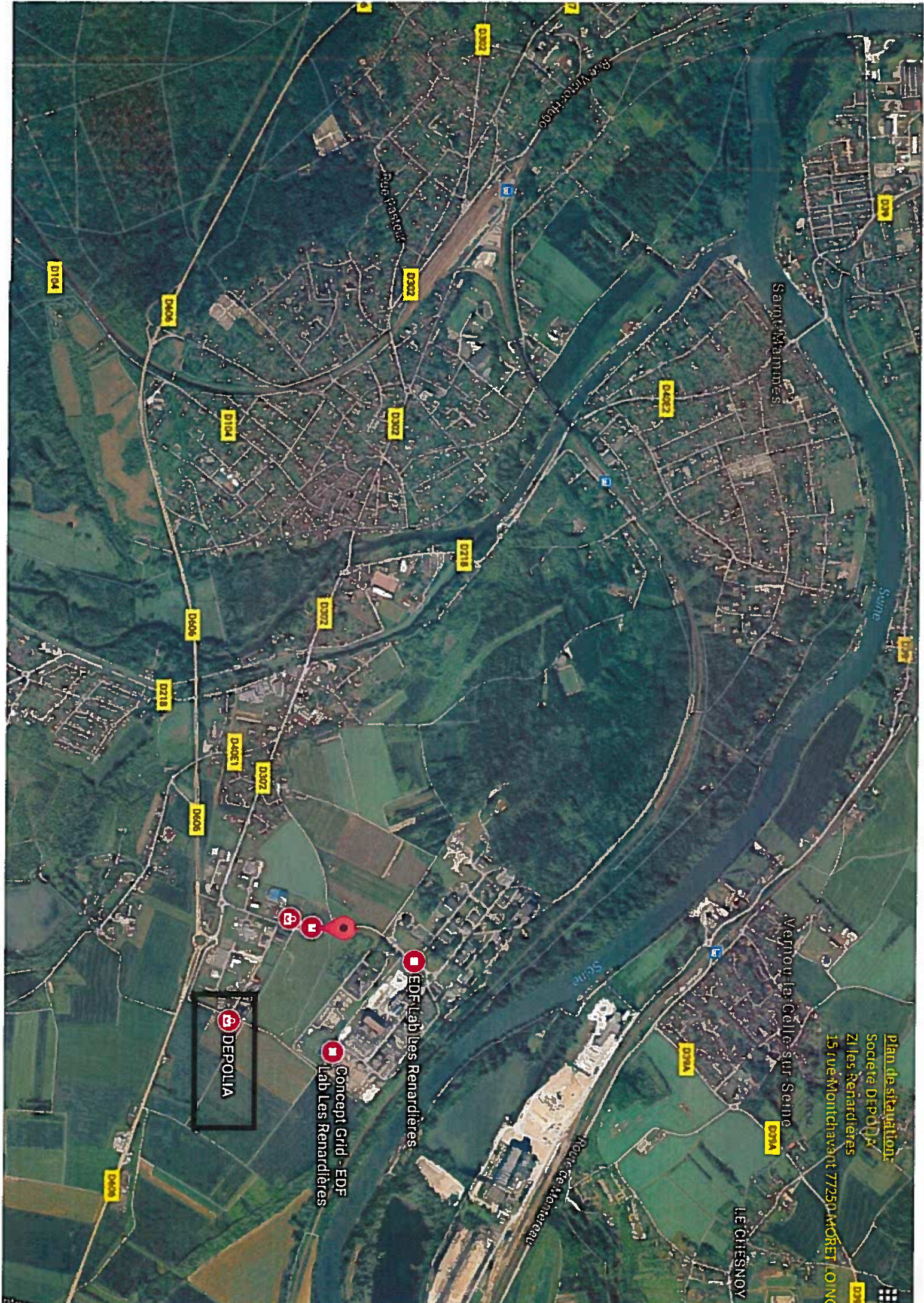
Rédacteur

Vérificateur

Approbateur

**L'inspecteur de l'environnement L'inspecteur de l'environnement Pour le Directeur et par délégation,
le Chef de l'unité départementale**

A



Plan de situation:
Société DEPOLIA
ZI Les Renardières
15 rue Montchavant 77250 MORET LOING

DEPOLIA

EDF Lab Les Renardières
Concept Grid - EDF
Lab Les Renardières

